

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2025-06-036**

26 juin 2025

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

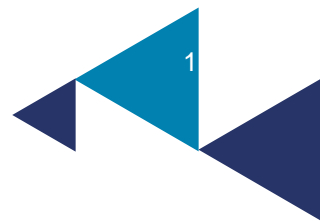
Après en avoir délibéré le 26 juin 2025,

### **Exposé des motifs**

En avril 2025, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires disposaient de deux mois pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2023, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE autoroutes dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 26 juin 2025

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

### **Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE autoroutes pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) : 2583**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP35583	Technicien informatique systèmes et réseaux	10554	8800	4000	9424	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36164	Technicien veilleur de cybersécurité	10554	9424	4000	9424	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36356	Chef de projet en rénovation énergétique	10707	9008	4000	9457	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36668	Chargé de gestion en ressources humaines	9826	7672	4000	7672	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38135	Manager commercial clients grands comptes	11551	9350	4000	9996	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38140	Architecte réseaux et cybersécurité (MS)	12000	9896	4000	10952	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP38644	Sciences et ingénierie - Transition Ecologique et Territoires	12000	9000	4000	10777	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38731	Agent de maintenance des bâtiments	8993	8000	4000	8030	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38808	Responsable d'activité commerciale et marketing	10491	8800	4000	9367	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38822	Expert en architecture et développement logiciel	12000	9078	4000	10952	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38823	Expert en architectures systèmes, réseaux et sécurité informatique	12000	9528	4000	10952	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP38919	Data engineer	12000	9992	4000	10952	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP39115	Chef de projet systèmes, réseaux et sécurité	10712	8535	4000	9566	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP39327	Maintenance des matériels	11424	9000	4000	10200	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP39330	Maintenance des matériels	8559	7642	4000	7642	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP39582	Expert en architecture des systèmes d'information	12000	10000	4000	10952	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP39583	Expert en développement logiciel	12000	9992	4000	10952	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP39591	Manager en data marketing	11551	9350	4000	10633	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP40142	Conseiller de vente	9087	8030	4000	8114	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP40166	Expert en développement et déploiement de solutions numériques sécurisées	12000	9556	4000	10733	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP40359	Manager du développement commercial	11551	9350	4000	9556	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP40449	Ingénieur diplômé de l'ESTP spécialité Travaux Publics	12000	10000	4000	10500	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés